Solidaires, unitaires, démocratiques (SUD): renouveau du syndicalisme révolutionnaire?

GEORGES UBBIALI

Université de Bourgogne, Dijon

Abstract

After 20 years of trade-union crisis, some new factors seem to be at work. SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques) is the most innovative grouping to have appeared on the union scene in recent years. Born in 1989 in the Post Office sector, it has risen to become the second most popular union at professional elections in France Telecom and the Post Office. SUD is involved in the G10 ('Group of Ten'), which provides a common platform for certain independent unions. SUD favours new modes of intervention, a kind of 'mobilisation unionism' reminiscent of the CFDT's 'autogestionnaire' phase in the 1970s. Although still relatively marginal, SUD unions have been launched in the private sector. Despite SUD's limitations, it is possible to argue that these new forms of activism reflect the renewal of revolutionary trade-unionism in France.

Introduction

Quand les commentateurs s'intéressent au syndicalisme¹ ou, plus largement, aux relations professionnelles en France, c'est régulièrement pour évoquer la question de la 'crise syndicale'.² Nous retiendrons deux indicateurs pour rappeler la nature de cette crise. Le tableau 1 résume l'évolution des effectifs des organisations représentatives.³

Enfin, on rappellera quelques chiffres de base sur la syndicalisation dans l'Union européenne en 1999. Alors que les pays nordiques connaissent des taux de syndicalisation supérieur à 80% (Suède 91,1%; Danemark 81,1%; Finlande 79,3%), les pays de l'aire anglo-allemande ont des taux s'échelonnant entre 28,9% (Allemagne) à 51,9% (Belgique), et les pays sud-européens se situent nettement en dessous (à l'exception de l'Italie, 44,9%), du Portugal (à 25,6%) à la France se situant sous les 10% (9,1%).

Le résultat de cette crise est qu'aujourd'hui, ainsi qu'on peut le noter, la France apparaît comme une exception au niveau européen avec un taux de syndicalisation de

Tableau 1. Evolution officielle des effectifs des cinq confédérations 1976–2000*

	1976	1983	1987	2002**
CGT	2.074.072	1.622.075	1.030.843	650.000
FO	926.324	1.725.000	1.620.000	< 300.000
CFDT	829.024	681.300	900.000	865.000
CFE–CGC	325.269	297.929	201.646	< 50.000
CFTC	223.100	260.000	260.000	< 50.000

*Chiffres fournis par les confédérations. **Trois d'entre elles n'en font pas état en 2002. Les chiffres en italiques renvoient donc à des estimations.

l'ordre de 9%. Elle apparaît lanterne rouge du point de vue de la syndicalisation dans l'Union européenne. Son score de 9,1% en matière de syndicalisation la situe au niveau mondial de pays tels que la Thaïlande (4,2%) ou l'Indonésie (3,4%) et au niveau continental, dans les parages de la Turquie.

Pourtant, ce tableau peu reluisant cache mal des éléments de renouvellement de la scène syndicale dans ce pays. En effet, depuis une dizaine d'années environ de nouveaux 'compétiteurs' contestent le modèle de la représentation syndicale incarné par les cinq organisations représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC; voir à la *List of acronyms and abbreviations used* dans l'Introduction ainsi qu'au Tableau 2).⁴

Si cet article est plus particulièrement centré sur SUD et l'Union syndicale groupe des 10 (Solidaires), il faut retenir que d'autres structures participent également au mouvement de renouvellement du fait syndical en France.⁵

De la crise du syndicalisme à sa contestation. SUD et le renouvellement du syndicalisme

Alors que le mouvement syndical était plongé au cœur de sa crise, au milieu des années 1980 des mobilisations sociales très fortes se sont développées dans plusieurs secteurs: chez les infirmières (1988), les instituteurs (1987), les postiers, les cheminots (1986–1987), les métallurgistes (Snecma), etc. Non seulement ces mouvements sociaux étaient radicaux, massifs, mais innovaient également par leur forme auto-organisée: les coordinations.⁶ Ces coordinations reposaient sur la participation la plus large de tous les travailleurs et travailleuses, élisant directement leur délégués dans le cadre d'assemblées générales. La coordination repose donc à la fois sur l'unité et sur la démocratie.

Ces coordinations ont revêtu des formes variées dans leur rapport aux syndicats. Certaines exprimaient une défiance à l'égard des organisations syndicales, certaines furent organisées à l'aide des structures syndicales. C'est précisément là que se situe la naissance du syndicalisme SUD. En 1988, un conflit à la Poste voit la création d'une coordination. Cette dernière est soutenue par la CFDT-PTT de la région Île-de-France (Paris). Immédiatement la confédération CFDT dénonce ses propres militants, jugés trop radicaux et exclut la structure UR-CFDT Île-de-France. En effet, depuis le recentrage de 1978, la CFDT a rompu avec le syndicalisme autogestionnaire qu'elle a illustré dans la

Tableau 2. Evolution des organisations représentatives

période ouverte par Mai 1968. Il s'agit d'inscrire l'action syndicale dans le cadre d'une politique de compromis permis par une contractualisation des rapports entre le capital et le travail. Ce réalisme a conduit cette confédération, dans les années qui ont suivi, à exclure plusieurs structures syndicales s'opposant à ce tournant. L'éviction de l'UR-Île-de-France représente cependant la plus importante rupture d'avec la confédération.

Un an plus tard, SUD⁷ est créé par ces dissidents. Si les rapports sont immédiatement tendus avec la CFDT, ils ne sont guère meilleurs avec la CGT. Cette dernière fait appel aux tribunaux pour empêcher SUD de pouvoir se présenter aux élections professionnelles. Pourtant, SUD est une petite structure, en terme d'implantation syndicale (cf. tableau 3 ci-dessous), mais qui connaît une croissance constante.

Mais, plus que le nombre de ses adhérents, très réduit ainsi qu'on peut le constater, c'est la place occupée dans le système représentatif de l'entreprise qui est à remarquer. En effet, parti d'une implantation très localisée, SUD va devenir le deuxième syndicat (derrière la CGT) aussi bien à la Poste qu'à France Télécom.⁸ Notons que ces résultats électoraux ont été accompagnés d'une féroce bataille juridique de la jeune fédération pour obtenir sa représentativité, officielle depuis 1994.

Tableau 3. Adhérents à SUD

1990	1995	1999
1 843	5.847	12.317

Source: SUD, cité in DENIS, J-M., 'L'engagement de Sud-PTT dans le groupe des Dix. "Un projet de recon-fédéralisation" par en bas', *Critique communiste*, 162 (2001), pp. 91-7.

Dans les années qui suivent, le syndicalisme de type SUD (radicalité revendicative, ancrage professionnel fort, rejet des liens aux partis, non-limitation à la sphère professionnelle ou à celle de l'entreprise) va connaître un développement considérable puisque des syndicats SUD existent à ce jour dans les branches ou entreprises suivantes: Poste et Télécommunication, Transports (Sud Rail en particulier, quatrième syndicat à la SNCF),⁹ Éducation nationale (Sud-Éducation), Banque¹⁰ (Crédit agricole), Santé (SUD-CRC Santé sociaux), Collectivités territoriales et assimilés, ANPE,¹¹ Protection sociale, Finances, Industrie/Chimie (Michelin, par exemple), Ministère de l'Agriculture,

Tableau 4. Audience électorale. Conseil d'administration

	1991*	1995	2000†
France Télécom	—	26,7%	27,5%
La Poste	—	14,4%	21%

*En 1991, Sud-PTT sera écartée des élections au CA suite à la modification par la direction de ces deux entreprises de règles de représentativité internes limitant la participation à ce scrutin aux seules organisations représentatives de droit au niveau national (les cinq confédérations). Le succès de son recours en Conseil d'État (1993) qui invalidera cette décision lui permettra de se présenter en 1995.

†Aux élections du 24 octobre 2000 (312 000 électeurs), les résultats à la Poste étaient les suivants: CGT: 34,2%; FO: 18,9%; CFDT: 18,3%; CFTC: 5,2%; CGC: 2,4%.

Tableau 5. Audience électorale. Commission administrative paritaire

	1989	1994	1997	2000*
France Télécom	5,9%	21,8%	25,8%	28,02%
La Poste	4,5%	12,1%	16,4%	18,74%

*Aux élections du 24 octobre 2000, les résultats à France Télécom étaient les suivants: CGT, 28%; CFDT, 20,4%; FO, 13,8%; CFTC, 6,3%; CGC, 3,9%.

Équipement, Culture, Justice, Défense nationale, Commerce, Presse, etc. Le dernier exemple en date, se situe aux automobiles Peugeot à Sochaux.¹² SUD a joué également un rôle non négligeable dans le rejet le 9 janvier 2003 de l'accord négocié pourtant par la CGT sur le système de retraites à EDF.¹³ L'implantation de SUD dans le secteur privé demeure très limitée, malgré une présence dans quelques grandes entreprises, la fonction publique et le secteur nationalisé demeurent le cœur de cette implantation.

Cette place croissante du syndicalisme incarné par SUD lui confère d'ailleurs une attention soutenue de la part des médias et de la presse (*voir au Monde* du 20 mars 2002 qui consacre deux pages à cette question), ainsi que par la littérature managériale.¹⁴

Cependant, si la liste des syndicats SUD est relativement longue, seuls SUD-PTT, Sud Rail (12,7% aux élections de la SNCF en 2000) et dans une moindre mesure SUD-Santé¹⁵ et SUD-Éducation (3,15% des voix en 1999, 1,56% en 1996) jouent un certain rôle. On constate donc une très forte hétérogénéité de développement de ces nouveaux syndicats. Au-delà de cette multiplication des structures siglées SUD, ce 'modèle' syndical se caractérise par trois dimensions: combativité, adhésion, visée sociétale.

D'abord, le syndicalisme combatif. SUD a choisi l'option de la combativité, matérialisée par le rapport de force, la mobilisation et la contestation. Tant dans ses textes que dans sa pratique, les syndicats SUD insistent sur la mobilisation collective, sur la grève, sur l'action. La transformation du système économique et social constitue l'objectif final des SUD.

Deuxièmement, SUD insiste sur la construction d'un syndicalisme d'adhésion, qui rompt avec le syndicalisme délégataire et institutionnalisé. Il s'agit de fonder un syndicalisme de proximité, d'action revendicative au plus proche du terrain. Des règles de fonctionnement interne évitent par exemple que les militants puissent devenir des professionnels de l'action syndicale. De la même manière, la démocratie de base et la consultation des adhérents est promue.

Enfin, SUD affirme très nettement la nécessité d'un syndicalisme agissant au niveau interprofessionnel, s'impliquant dans le mouvement social en dehors des entreprises d'implantation. L'ambition du syndicalisme ne se limite pas au domaine du travail ou de l'entreprise *stricto sensu*, mais englobe les contradictions générées par le modèle économique dominant. Ce dernier aspect se matérialise par l'engagement de SUD dans le G10 et par le soutien à diverses associations de mobilisation.

De l'autonomie à l'alternative syndicale

En effet, contraint à l'autonomie par son exclusion de la CFDT, SUD-PTT a choisi la voie d'une reconfédéralisation par en bas, sur la base d'un soutien aux mouvements sociaux.

La reconfédéralisation par en bas

Alors que se constituait un regroupement des syndicats autonomes modérés autour de l'UNSA (1993), SUD a choisi de s'affilier au G10. Le G10 est né en 1981, du regroupement, très souple, de plusieurs syndicats autonomes (SNUI, SNJ, etc.) provenant

de la scission de 1947 (CGT-FO). Après avoir obtenu un statut d'observateur en 1989, SUD s'affilie officiellement au G10 en 1992. Alors que ce rassemblement vivait comme club de discussion, l'arrivée de SUD va dynamiser la structure et constitue un second démarrage du G10. La motivation de SUD de rejoindre ce regroupement est d'éviter le risque corporatiste qui guette un petit syndicat isolé. Malgré de nombreux problèmes,¹⁶ l'arrivée de SUD a permis au G10 de s'organiser, de se doter de règles communes de fonctionnement.¹⁷ Surtout l'influence de SUD s'est manifestée dans les revendications développées par le Groupe des 10, substantiellement dynamisées par la grève générale de la fonction publique de novembre-décembre 1995. Le G10 s'est très clairement prononcé contre le néo-libéralisme, pour la défense de l'emploi, contre la privatisation des services publics, pour l'intervention de l'État: 'La critique omniprésente du libéralisme confère à la plateforme revendicative du G10 une consonance fortement politique.'¹⁸

En janvier 2001, le G10 a proposé à d'autres organisations syndicales (CGT, FSU) la constitution d'un 'pôle intersyndical antilibéral', afin de rassembler les organisations opposées au projet de 'refondation sociale'¹⁹ engagé par le MEDEF. Alors qu'une partie du mouvement syndical français, autour de la CFDT, a nettement pris parti pour un syndicalisme en terme de régulation, les 'sudistes' optent clairement pour un syndicalisme de mobilisation et de luttes de classes. Au réalisme revendicatif et à la négociation s'inscrivant dans un système économique indépassable, SUD oppose la mobilisation en vue d'un renversement du capitalisme. Cette stratégie radicale, cette optique en faveur de la solidarité s'est manifestée par le soutien accordé aux luttes apparues hors du champ de l'entreprise.

Soutien au mouvement social

SUD a apporté son soutien à de nombreux mouvements sociaux, issus de l'essoufflement du mouvement ouvrier traditionnel. Sur le terrain du chômage, sur celui du logement, sur la solidarité avec les immigrés, ont émergé des structures associatives et des mobilisations des 'sans': sans travail, sans domicile fixe, sans papiers, notamment. SUD a appuyé et favorisé ses mobilisations en participant à la création de structures (AC! sur le terrain du chômage), ou en soutenant matériellement et politiquement ces luttes (accueil des sans-papiers, participation aux occupations d'immeubles, soutien au DAL, au GISTI, au collectif du droit des femmes, etc.). Les 'Euro-Marches' contre le chômage (1996) constituent un autre exemple de l'activisme promu par le syndicalisme autonome fécondé par l'apport sudiste. L'ensemble de ces mouvements illustre parfaitement par leur radicalité la primauté accordée au rapport de force, au niveau politique et sociétal.

Complémentairement au soutien matériel apporté au mouvement social et à ses différentes forces, les syndicalistes de SUD (s)'investissent dans des structures moins directement liées à l'activisme social. En effet, dans le sillage du sociologue Pierre Bourdieu soutenant le mouvement gréviste de novembre-décembre 1995,²⁰ une série d'associations rassemblant syndicalistes, intellectuels, militants associatifs et politiques, se regroupent et tentent de produire une pensée antilibérale dont la 'société civile' puisse s'emparer. Trois lieux de rencontre se mettent en place à la fin des années 1990. Les sudistes sont présents, à des degrés divers, dans chacune de ces initiatives. Il s'agit

respectivement de l'association des sociologues du courant bourdieusien, Raison d'agir, d'Attac,²¹ et enfin de la fondation Copernic. Nous mettrons l'accent dans cet article sur la dernière de ces structures car elle demeure l'initiative à la fois la moins connue et sans doute la meilleure illustration de la conception syndicale de SUD.²² À travers Copernic, se manifeste l'articulation entre la lutte syndicale traditionnelle, basée sur la défense des revendications professionnelles des salariés, et une conception de la transformation sociale autour d'enjeux sociétaux.

La fondation Copernic illustre la volonté de SUD de ne pas enfermer l'action syndicale dans une stricte défense des droits des salariés, mais bien d'introduire également celle-ci dans l'horizon de l'argumentation politique. Copernic apparaît bien aujourd'hui en effet, comme un mixte d'association de lutte et de société de pensée parmi les plus actifs dans l'expression d'un programme antilibéral. Ainsi que le constate Xavier Crettiez et Isabelle Sommier, 'La fondation Copernic apparaît comme une des initiatives dans le champ de la contre-expertise se rapprochant le plus du modèle d'un *think tank* critique.'²³

Au départ de cette organisation, se trouve la figure même du marginal séquent: Jacques Kergoat.²⁴ Aujourd'hui décédé, ce militant du Parti socialiste unifié (PSU) des années 1960, a rejoint l'organisation trotskyste Ligue communiste révolutionnaire en 1972. Véritable passeur entre la gauche et l'extrême-gauche politique et syndicale, il était à l'origine de *Politis la revue*, qui se transformera en *Politique. Revue européenne de débats* après le mouvement de décembre 1995. Dans le prolongement du mouvement il est à l'origine d'états généraux du mouvement social en 1996, dont l'objectif affiché, par la réunion d'universitaires et de syndicalistes, était de dessiner de nouvelles perspectives politiques pour ce mouvement. Parallèlement, il anime 'Ressy' (Recherche, société, syndicalisme), une structure qui rassemble les réseaux syndicaux oppositionnels des confédérations, avec le soutien et la participation active de SUD.²⁵ L'arrivée de Lionel Jospin au pouvoir en 1997 modifie sensiblement le climat politique. Un espace d'opportunité pour l'introduction de nouveaux arguments dans le débat public se manifeste. En créant la fondation Copernic en 1998,²⁶ il s'agit pour ses promoteurs de faire contrepoids à la fondation Saint-Simon, laboratoire de la gauche libérale,²⁷ en élaborant une expertise argumentée faisant référence. Le manifeste fondateur signé par 319 'chercheurs, universitaires, militants associatifs, culturels, syndicaux ou politiques' proclame qu'il s'agit 'de remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers'.²⁸ Parmi les signataires, les syndicalistes de SUD sont représentés par Christophe Aguiton, Annick Coupé, Pierre Khalfa, tandis que Gérard Gourguechon symbolise le G10. Composé d'un conseil d'administration de 171 personnes, la fondation Copernic regroupe plusieurs groupes de travail qui interviennent dans le débat public par le biais de bulletins de liaisons, d'ouvrages, d'interventions publiques (colloques) mais aussi, dans la même veine qu'Attac, d'éducation populaire en proposant des formations à destination des militants associatifs.

Certains militants de SUD, ceux en particulier que leur parcours scolaire placent dans une position de dialogue avec le monde académique, ne tardent pas à faire preuve de leurs capacités. Parmi les premiers travaux publiés par la fondation se trouvent deux notes sur la question des retraites.²⁹ Ces notes, fruit d'un groupe de travail sur 'Retraites et fonds de pension'³⁰ donneront lieu à la publication d'un ouvrage, codirigé par le

cégétiste Jean-Yves Chanu et le syndicaliste SUD Pierre Khalfa.³¹ La presse ne s'y trompe pas et présente ce travail comme 'l'anti-rapport Charpin', du nom du Commissaire au Plan auquel Lionel Jospin avait commandé un diagnostic sur les retraites.³²

Ce travail d'élaboration théorique vise moins à agir directement sur le monde social que sur les représentations qui conditionnent son accès. La conscience que le terrain des luttes symboliques ne doit pas échapper à l'activité syndicale est bien entendue à relier aux parcours biographiques des protagonistes sudistes, fruit du processus de scolarisation massive du salariat depuis trois ou quatre décennies. Comme l'indique en forme de boutade Henri Celié, fondateur de Sud Rail: 'Tous les jeunes autour de moi y adhéraient (à la CGT). Pour eux, il n'y avait qu'un syndicat, qu'un *parti* politique. Moi, je lisais *Le Monde* et pas *L'Huma*.'³³ La mobilisation intellectuelle n'effraie pas ces syndicalistes. La publication, quelques temps après, d'une note sur le projet de refondation sociale initié par le MEDEF, à l'élaboration de laquelle participent Annick Coupé ainsi que Pierre Khalfa pour SUD, s'accompagne d'assises contre la refondation sociale.³⁴ À l'occasion de cette journée, les coperniciens se sont employés à 'déconstruire la nov-langue par laquelle le MEDEF prétend dire le monde'.³⁵ Cet effort de compréhension critique et sémantique de l'univers libéral s'accompagne de la publication d'un ouvrage,³⁶ par le principal stratège juridique de SUD,³⁷ sur le même sujet.

La participation de syndicalistes SUD à la fondation Copernic permet à la fois d'éviter le repli corporatiste sur la seule défense du métier et en même temps elle fournit à l'ensemble du mouvement d'outils intellectuels et symboliques de compréhension et recomposition du monde. Cette démarche d'ouverture du syndicalisme sur le monde associatif, dans sa forme savante, renvoie en même temps aux transformations en cours de la figure de l'intellectuel et son rapport à l'espace public, notamment dans sa variante syndicale.³⁸

Jean-Michel Denis a pu parler du mouvement social, dans ses différentes facettes, comme le support d'un syndicalisme 'tranverse', défini ainsi:

Cette «transversalité» se caractérise essentiellement par la remise en cause de la séparation classique, à l'intérieur des luttes sociales et syndicales, entre catégories sociales (salariés, chômeurs, précaires) et types d'organisation (syndicats, associations) parties prenantes.³⁹

L'enjeu n'est ni plus ni moins, pour les protagonistes de SUD, de réactualiser un modèle d'action s'inspirant de celui développé par la CGT d'avant 1914. Bien entendu, l'enjeu ne se situe pas tant dans le rassemblement des différentes catégories, issues de la décomposition du salariat classique, que dans l'articulation étroite, sur la base du syndicat, d'une forme de transformation sociale excédant le domaine traditionnel des relations professionnelles.

Conclusion

Par bien des aspects, SUD et le G10-Solidaires apparaissent comme des ferments de renouveau du syndicalisme en France. Dans un paysage syndical français sinistré, SUD

a su démontrer une certaine capacité à s'inscrire dans un renouveau du syndicalisme. Ce renouveau s'articule autour de trois points:

- (1) Une volonté d'inscrire le projet syndical non dans les règles du jeu du système institutionnalisé des relations professionnelles, mais dans une volonté de subversion du jeu lui-même. Pour le dire en un mot, le syndicat n'est pas une structure de cogestion et d'animation du paritarisme, mais un organisme de lutte et de mobilisation.
- (2) Cette conception politique s'accompagne d'une reviviscence du répertoire d'action collective: non seulement SUD accompagne les mouvements de grève au sein des secteurs où il est implanté, mais son action ne se limite pas aux portes de l'entreprise. L'action au sein du monde du travail doit être prolongé dans les mobilisations hors du travail.
- (3) Enfin, SUD tente de promouvoir la démocratie à la fois comme objectif et comme méthode d'action. La consultation, les liens avec les collectifs de travail, l'association du plus grand nombre aux décisions collectives, apparaissent comme des éléments de rupture claire dans un paysage social et politique marqué par la crise de la représentation.

Pourtant de très nombreux obstacles demeurent. Trois problèmes majeurs peuvent être retenus.⁴⁰

L'implantation sectorielle

SUD et le G10 plus largement, sont essentiellement un phénomène de la fonction publique et du corporatisme d'État. On le constate particulièrement bien à la Poste où à France Télécom où SUD a la plus grande peine du monde à organiser les salariés non-fonctionnaires qui représente 3% seulement des syndiqués seulement. On pourrait également rappeler qu'aux élections prud'hommales de 1997 (concernant donc les salariés du secteur privé), le G10 n'a obtenu que des résultats très modestes:⁴¹ 0,32% (UNSA 0,72%, CSL 4,22%).

L'Union européenne

SUD, aussi bien que le G10 sont absents de la Conseil économique et social (CES), aussi bien que des réseaux syndicaux sectoriels européens (par exemple dans la Poste, alors que CGT, CFDT et FO participent à l'IPTT (Internationale du personnel des PTT) ou CPPE (Comité paritaire des postes européennes), SUD en est exclu. Alors que la question de la déréglementation et de la libéralisation des services publics se joue de manière croissante au niveau européen, SUD y manque cruellement de relais.

Absence de victoire syndicale manifeste

Enfin, s'il est porteur de renouvellement et de dynamisation du mouvement syndical, le G10 n'a pas remporté à ce jour une victoire syndicale majeure permettant d'asseoir sa légitimité auprès des salariés, même et y compris dans ses secteurs d'implantation. Cet

argument est certes valable pour l'ensemble du mouvement syndical, sur le recul depuis deux décennies. Il est néanmoins particulièrement fort pour SUD puisque l'ambition syndicale est celle d'une profonde transformation sociétale et non une simple amélioration du partage des revenus entre le capital et le travail.

Avec environ 70.000 adhérents, le G10 apparaît aujourd'hui comme un regroupement isolé. Le G10 à ce jour n'a pas atteint la masse critique permettant à son fonctionnement de correspondre à ses ambitions rénovatrices. Comme le souligne Jean-Michel Denis: 'Il reste que le projet de G10 d'initier une démarche syndicale différente demeure aujourd'hui, pour l'essentiel, à l'état de proposition',⁴² constat que la revue *Politis* traduit par 'Groupe des Dix: peut mieux faire!'⁴³

Addendum

L'écriture de cet article se déroule alors que la France vient de connaître un mouvement de 'quasi-grève générale' contre la réforme des retraites. Ce mouvement d'une ampleur telle que certains commentateurs n'hésitent pas à le qualifier de 'mai rampant' (allusion à Mai 1968) a vu des millions de salariés défiler dans la rue à plusieurs reprises tandis que de puissants mouvements de grève régionales ou sectorielles se déroulaient. Ces grèves générales reconductibles partielles auront-elles un impact sur le syndicalisme SUD? Avec les précautions d'usage étant donné le peu de recul, il semble que la réponse soit négative. En effet, si plusieurs secteurs comme la SNCF, la Poste, France Télécom, les transports urbains ou de grandes entreprises du secteur privé ont été affectés par les grèves, seule l'Éducation nationale a réellement connu un mouvement de grève générale, de plus de deux mois dans certaines régions. De ce point de vue, les enseignants ont véritablement constitué le 'fer de lance' de la mobilisation contre le plan Fillon. Si SUD-Éducation peut espérer quelques gains en terme de syndicalisation, sa place marginale dans ce secteur ne devrait pas bouleverser la donne syndicale. En revanche, il est fort probable que la FSU, majoritaire aussi bien chez les instituteurs que chez les professeurs, accroisse encore sa représentativité dans ce secteur et soit amenée à jouer croissant dans les recompositions du syndicalisme français dans les années qui viennent. Le fait que les premières fractures au sein de la CFDT,⁴⁴ qui a approuvé le plan Fillon, s'effectuent en direction de la FSU semble attester de la pertinence de ce pronostic.

Notes et références

1. Nous aborderons ici uniquement le cas du syndicalisme ouvrier. Des phénomènes novateurs se manifestent également au niveau du syndicalisme paysan, que nous ne pouvons aborder dans cet article. Pour un aperçu se reporter, entre autres, à BRUNEAU, I., 'La confédération paysanne', *Regards sur l'actualité*, 269 (2001), pp. 17-27, ainsi qu'à ARIES, P. et TERRAS, C., *José Bové. La révolte d'un paysan* (Golias, 2000).
2. La littérature s'est largement focalisée sur cette crise. Parmi une floraison éditoriale, retenons l'ouvrage de MOURIAUX, R., *Crises du syndicalisme français* (Monchrestien, 1998), ainsi que ma revue de littérature, UBBIALI, G., 'Syndicalisme en crise, syndicalisme en mutation', *Politis*, 23 (1993), pp. 84-101.
3. Pour être complet, il faudrait prendre également en compte la crise d'audience aux élections professionnelles, ainsi que la crise du militantisme. Sur ces aspects, on se permet de renvoyer à notre